

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Brexit, deux ans plus tard

Il y a deux ans, les Britanniques choisissaient de quitter l'Union européenne: 51,9 % étaient pour, 48,1 % contre, lors du référendum du 23 juin 2016. On les imaginait tout à la joie de cette «libération», pour reprendre l'expression des fondamentalistes du Brexit. Enfin dégagés de cette machine à broyer l'identité des peuples, à miner leur souveraineté et à étouffer leur économie que serait l'UE! Enfin «libérés» des diktats bruxellois!

«Well, well, well», ce n'est pas tout à fait la situation. Ces deux dernières années, les Britanniques ont redécouvert, sinon leur part d'européanité, du moins leur attachement à l'UE – au marché unique et à l'union douanière, notamment. Ils manifestent un ardent désir d'en bénéficier encore. Au fond, ils aiment cette grande aventure, dont ils furent des acteurs importants, d'un espace économique de quelque 500 millions de personnes, où, à l'abri d'un tarif extérieur uni, la concurrence et les échanges sont libres parce que régents par des normes techniques et juridiques communes. C'est laborieux à administrer, ce n'est ni glamour ni lyrique, il faut négocier tard la nuit, supporter les caprices de petits pays sans passé impérial et ceux de fonctionnaires bruxellois sans grand sens politique, mais ça ne marche pas si mal.

A tel point que toute la négociation en cours entre le gouvernement conservateur de Theresa May et le représentant des Vingt-Sept, le Français Michel Barnier, savoyard appliqué et plein de bon sens, n'a pour Londres qu'un objet: rester le plus proche possible de l'UE, ne pas la quitter trop vite, substituer le concubinage au divorce. M^{me} May supplie: faisons encore l'amour. Le Brexit doit intervenir fin mars 2019. Suivra une période de transition – durant laquelle la situation du royaume au sein de l'UE ne changera guère – jusqu'en 2021. Aujourd'hui, M^{me} May demande à rester deux ans de plus dans l'enfer européen – jusqu'à 2023.

Serait-ce qu'il fait plutôt bon vivre dans cet ensemble? L'hébdomadaire *The Economist* cite cette semaine le résultat d'une étude de l'un des sondeurs les plus respectés du royaume, Peter Kellner: dans 13 sur 14 des sondages les plus récents, une majorité

de Britanniques jugent que le vote Brexit a été une erreur; 28 % des électeurs travaillistes ayant voté en sa faveur disent qu'ils ne le feraient plus. Les chefs «brexiters» n'ont pas le moral. La négociation avec Bruxelles fait ressortir une triste vérité. Sur les chapitres principaux de leur argumentaire (souveraineté, commerce extérieur, immigration), les grands manitous du Brexit ont ou fantasmé ou raconté des bobards.

Bonimenteur échevelé de la sortie de l'Europe, Boris Johnson promettait un accord de libre-échange avec l'UE dans les 24 heures suivant le référendum: le marché britannique était trop important pour les Vingt-Sept, voyez-vous. «Global Britain» allait commercer avec le monde entier,

Etats-Unis, dit-il. Elle commerce plus avec la République d'Irlande qu'avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine réunies.»

Une perte de souveraineté

Pour avoir la paix dans son parti, M^{me} May a d'abord choisi la formule «dure» du Brexit, ou la double sortie. On sort du marché unique, pour ne plus être lié par le principe de la libre circulation des travailleurs européens au sein de l'UE. Mais il y a le dogme et la réalité de l'application de ce principe. Nombre de pays de l'UE disposent d'«arrangements», et Londres en avait obtenu lors de la négociation avec Bruxelles menée par le gouvernement de John Major. Pas besoin de Brexit pour solliciter des dérogations à la libre circulation intra-européenne.

On sort de l'union douanière pour pouvoir passer des accords de libre-échange avec d'autres pays. Mais ceux-ci ne sont guère enthousiastes, on l'a vu. Comment, d'autre part, sortir de l'union douanière sans rétablir une frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Parce que Dublin et Londres sont membres de l'UE, les ultranationalistes du nord et du sud de l'Irlande, dont le programme est la réunification, ont adhéré à l'accord de paix de 1998. Le cadre européen leur suffisait: l'île était une, l'IRA n'avait plus de cause.

Pleine souveraineté retrouvée pour le Parlement de Westminster? M^{me} May semble n'avoir qu'une préoccupation: limiter le droit de regard des élus sur ses négociations avec Bruxelles! M^{me} May bute sur la réalité. Le mal-être à l'origine du vote de 2016 n'est pas soluble dans le Brexit. Alors Londres tente une synthèse difficile: être dehors en bénéficiant de nombre des avantages du dedans. Cela suppose de s'aligner, sans plus avoir son mot à dire, sur la plupart des normes de l'UE. C'est une perte de souveraineté, pas un gain. C'est aussi demander beaucoup au club qu'on quitte.

Comme l'explique mieux que personne Sir Ivan Rogers, ancien représentant de son pays auprès de l'UE: le Royaume-Uni a décidé de devenir un pays tiers, mais, parce qu'il a été un pays membre, veut rester semi-membre. En ces temps troublés, on aurait dû s'épargner cette tragi-comédie. ■

**PARTIS SOLLICITER
DE NOUVEAUX
MARCHÉS DE PAR
LE VASTE MONDE,
LES BREXITERS
ONT FAIT UN FLOP
LES BRITANNIQUES
ONT REDÉCOUVERT,
SINON LEUR PART
D'EUROPÉANITÉ,
DU MOINS LEUR
ATTACHEMENT À L'UE**

baissant tarifs et impôts pour devenir une vaste zone franche. Johnson oubliait ceci: le royaume compte pour à peine 10 % du commerce extérieur des Vingt-Sept, lesquels absorbent près de la moitié des exportations britanniques. Partis solliciter investissements et nouveaux marchés de par le vaste monde, les Brexiters ont fait un «flop» à New Delhi ou à Tokyo.

L'attractivité du pays, outre le fait qu'il est l'une des premières puissances économiques mondiales, tient aussi à son appartenance au marché unique européen. Les Brexiters ont oublié les lois de la «gravité» du commerce extérieur, dit l'économiste américain Adam Posen: on échange d'abord avec ses voisins. «La Grande-Bretagne commerce deux fois plus avec l'UE qu'avec les